

T2137-405-4,00 F

le monde libertaire

ISSN 0026-9433

Rédaction
Administration
145, rue Amélot
75011 Paris
tél : 805.34.08
CCP publico
1128915 Paris

N° 405 JEUDI 11 JUIN 1981 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

Editorial

A l'approche des nouvelles élections, chacun se bat pour son suzerain : le PC, le PSU, le MRG, l'OCI, LO et la LCR pour le PS; les diverses composantes de la droite et extrême-droite pour Chirac et son « RPRNM », etc.

Nous ne sommes les vassaux de personne, aussi les chantres du spectacle politicien vous diront-ils, quand nous appelons à l'abstention révolutionnaire, que nous faisons preuve d'un singulier manque de conscience politique. Soit ! Mais pour nous, ces mêmes personnes manquent singulièrement de conscience sociale. Ce qui peut s'expliquer très aisément.

Lors de la Révolution de 1789, ceux qui se réclamaient du Tiers-Etat, du peuple, n'en étaient pas : ils étaient les représentants des clercs, de toutes ces catégories sociales liées à la bourgeoisie des affaires, quand ils n'en étaient pas membres eux-mêmes.

Aujourd'hui ? Nous assistons à l'arrivée au pouvoir politique d'un parti qui se dit socialiste et se réclame de la classe ouvrière. Mais quel est son rapport réel avec elle ? Le bulletin de vote que ceux qui participent de la classe en question ont déposé dans l'urne, c'est tout. Se réclamer d'une catégorie sociale ne signifie pas être de cette classe-là, et encore moins la représenter dans son entier.

Les milieux capitalistes, eux, ne s'y sont pas trompés. Leur première réaction, à l'arrivée du PS aux commandes de l'Etat, fut le dérèglement de la Bourse (et il n'est pas question ici de prendre en compte les divagations d'un Chirac, qui, tantôt, rappellent les vituperations d'un pillier du café du Commerce, et qui, tantôt, rappellent les léchages de bottes d'un adjudant rêvant de devenir adjudant-chef !). La Bourse est à l'économie ce que votre porte-monnaie est à votre compte en banque. C'est-à-dire pas de première importance. Que la Bourse de Paris existe ou n'existe pas n'empêchera pas l'économie de fonctionner : la Bourse n'est que le lieu de circulation des disponibilités financières et non là où se créent les richesses sociales. Le fait que la Bourse ait été le premier lieu d'agitation, dès l'arrivée de Mitterrand à la présidence de la République, peut être interprété comme un coup de semonce aux prétentions du PS, et en même temps le coup de pied rageur de quelqu'un qui sent son impuissance ou une limitation à ses caprices.

Un coup de semonce ? Evidemment. La plus belle preuve en est que ce coup de semonce s'est transformé en agitation permanente. La Bourse peut être comparée à une zone rebelle à l'intérieur d'un pays, laquelle nécessite que le pouvoir central de ce pays mobilise toutes ses forces pour la neutraliser. De ce fait, son action est limitée et fixée en un point précis.

Il est évident que les tenants du pouvoir économique peuvent, s'ils le désirent, sortir du cadre bourgeois et semer la perturbation dans l'économie d'une manière autrement efficace : ne serait-ce que par le sabotage, en décrétant des lock-out tournants, par exemple, etc. Mais ce faisant, ils joueraient des cartes dangereuses pour eux également : ils joueraient le pouvoir qu'ils détiennent par l'économie. S'ils n'en sont pas encore là, c'est qu'ils ne pensent pas devoir en arriver là : ils ne craignent pas les technocrates du PS à ce point ! Ce qu'ils veulent, c'est les faire trébucher, leur mettre des bâtons dans les roues en leur démontrant, par ce simple coup de semonce, quelle pourrait être l'ampleur de leur réaction, quelle est leur puissance réelle, et également, la solidarité qui unit leur classe.

Ce qui est mis en évidence, ici, est une loi sociologique qui, pour les anarchistes, est flagrante, même si elle semble ignorée des autres théoriciens sociaux : le pouvoir social est le produit de deux structures de création de pouvoir, également rivales et opposées l'une à l'autre, mais également solidaires : la disparition de l'une entraîne et suppose la disparition de l'autre. Il s'agit du dispositif créateur de pouvoir économique d'une part, et du dispositif créateur de pouvoir politique d'autre part.

Sous Valéry Giscard d'Estaing, ces deux instances concouraient au même but : accroître le pouvoir social des propriétaires des moyens de production et il y avait consensus entre l'appareil économique et l'appareil politique, le second étant asservi au premier.

On assiste actuellement à un épisode de la lutte entre la bourgeoisie possédante et la classe montante issue de la technocratie rassemblée au sein du PS, qui ne cherche rien d'autre qu'à confisquer, pour elle, l'ensemble du pouvoir social. Pour cela, il lui faudrait établir un nouveau rapport entre l'Etat et l'économie, dans lequel il n'y aurait plus prééminence de l'économie sur le politique, mais dans lequel nous aurions prévalence du politique sur l'économie. Ce qui est le cas dans les pays dits socialistes. La réalisation de ce but, dans un cadre réformiste, prendra des dizaines et des dizaines d'années, ce qui le rend très aléatoire.

6.7.8 JUIN NEUILLY SUR MARNE 36^e CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



LE FÉDÉRALISME

LIBERTAIRE

PAS

L'ETAT !



Les socialistes du PS en sont aux premiers pas de leur prise de pouvoir, et la difficulté majeure à laquelle ils vont devoir s'attaquer, c'est d'établir un rapport entre l'Etat et l'appareil économique, où l'Etat sera dominant. Est-ce que cela veut dire qu'ils vont modifier le système capitaliste ? Il est évident que non, réformisme oblige ! Les réformes qu'il est possible d'introduire, puisque la stratégie du PS suppose une période assez longue de cohabitation avec le capitalisme le plus sauvage, ne pourront l'être que dans la mesure où celui-ci ne sera pas remis en cause dans ses structures. Et rien ne l'empêchera de reprendre les rênes du pouvoir au hasard des votations, ramenant ainsi le balancier à zéro.

Mais considérons tout de même, avec « optimisme », que les socialistes arrivent à leurs fins et que l'appareil d'Etat devienne le lieu de la

propriété des moyens de production économique : nous serions alors dans une société capitaliste d'Etat.

Certes, la venue du PS au pouvoir change quelque peu la situation politique. Mais pour nous, anarchistes, le combat continue de plus belle, même si sa forme peut changer. Au niveau de l'armée, Henu l'a dit, rien de changé. La centrale de Plogoff ne sera peut être pas construite, mais les essais atomiques à Mururoa ne seront pas suspendus. Les relations entre les capitalistes français et allemands resteront les mêmes. La décentralisation à la Deferre n'a jamais signifié une diminution du pouvoir de l'Etat, mais la mise en place de relais du pouvoir central, qui n'ont d'autre but que d'accroître l'efficacité du système global, en lui donnant plus de souplesse.

Notre chance, en tant que militants révolutionnaires, sera que la démonstration sera faite de l'impuissance du réformisme à accoucher d'une société égalitaire, solidaire et libertaire.

FOP.2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN - YZEURE
 ARDECHE : AUBENAS
 AUBE : TROYES
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : ST-ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE - VALENCIENNES
 OISE : CREIL - BEAUVAIS
 ORNE : ARGENTAN
 PYRENEES-ATLANTIQUES :
 BAYONNE - BIARRITZ
 HT-RHIN : MULHOUSE
 RHONE : LYON
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 MANCHE : CHERBOURG
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDÉEN
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 VIENNE : GROUPE DEPARTEMENTAL
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTAL
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS

PROFESSIONNELLES
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUT DES SONDAGES

Groupe de Béziers : CES, BP 4030, 34325 Béziers Cedex.
 Groupe libertaire du Marais : le mercredi de 15 à 18 h, à Publico, 145, rue Amélot, Paris 11^e.

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, BP 3044, 30002 Nîmes Cedex.
 Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27002 Evreux.

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
 Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.

Groupe l'entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teller au Havre, permanence les lundis, mercredis et samedis de 18 à 19 h.

Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, BP 7, 80330 Longueau.

Liaison Blois : BP 962, 41009 Blois Cedex.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (sud de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 heures.

Liaison Bas-Rhin : écrire à Rémon, BP 35, 67340 Ingwiller.

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e.

Groupe Fresnes-Antony : du mardi au jeudi, de 16 à 19 h, le vendredi de 14 à 19 h, le samedi de 10 à 19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes, à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.

Groupe du 14^e : petite salle du patronage laïc, 72, ave Félix Faure (Paris 15^e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 heures.

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires, centre Alfa de Bondy, 3, allée des Pensées, 93140 Bondy.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23) 80.17.09).

Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Liaison Angoulême : tous les samedis de 14 à 17 h dans son local, 19, rue des Acacias.

Groupe Voline : 26, rue Piat, 75020 Paris. Permanences le 1^{er} et 3^e jeudi de chaque mois de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe de Grenoble : tous les premiers vendredis du mois (sauf le 8/5/81), rue Berthe de Boissieux, Maison des Associations, ancienne Bourse du Travail de Grenoble, 2^e étage, salle Est.

Guingamp : permanences FA tous les premiers samedis du mois, au centre de Pansanquen, de 16 à 18 heures au local de la Libre Pensée.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 14 à 19 heures.

Groupe FA de Limoges : table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République à Limoges.

Groupe de Brest : écrire à CESC-FA, BP 728 Brest Pilier Rouge, 29277 Brest Cedex.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amélot, Paris 11^e (M^o République) - Tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

Les personnes intéressées par la création d'un groupe libertaire à Saint-Malo peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Les libertaires du Lot voulant développer une propagande des idées libertaires sur le département peuvent contacter la liaison locale, par l'intermédiaire des RI.

Les travailleurs libertaires de la presse désireux de créer une liaison professionnelle, notamment dans le secteur distribution peuvent dès maintenant contacter le groupe d'Evreux, CES, BP 237, 27002 Evreux Cedex.

Le groupe anarchiste de Limoges (FA) tient une table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République à Limoges. Nous souhaitons que ce point de ralliement s'amplifie pour bien jouer son rôle de centre d'information locale et de ferment de luttes.

Les personnes intéressées par la création d'un groupe FA sur Dijon peuvent écrire aux RI qui transmettront aux initiateurs libertaires de la FA à Dijon.

Sur Pont Audemer et proche région, les personnes désireuses de fonder un groupe libertaire pour intervenir dans cette partie de la Normandie peuvent écrire aux RI.

A Toulouse et ses environs, un groupe anarchiste est en formation. Pour tous contacts : RI (pour FA Toulouse), 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Cheminots anarchistes, Voie Libre est disponible à Publico, contre 1,40 francs en timbres, à l'unité. En nombre plus important, s'adresser aux Relations Intérieures qui transmettront. Et n'oubliez pas, Voie Libre attend vos articles...

Une liaison de la FA vient de se créer à Roye, dans la Somme. Les sympathisants libertaires intéressés pour former un groupe sur Roye peuvent prendre contact avec la liaison. Pour tout contact, BP n° 7, 80330 Longueau, ou par le canal des Relations Intérieures.



Le groupe Eugène Varlin vient d'écrire une brochure : *L'Individualisme dans l'anarchisme*, de F.-S. Merlino. En vente à Publico : 10 F

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h 10, rue Robert Planquette Paris 18^e (M^o Blanche)

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de Publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépot légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi-Routage
 Diffusion SAEM Transport Press



Affiche éditée par le groupe Fresnes-Antony (Format 62 x 91) Prix : 2 F l'unité, 0,60 F à partir de 10 ex.

FÊTE ANARCHISTE ANNUELLE A AMIENS

Les 13 et 14 juin aura lieu la fête annuelle du groupe anarchiste d'Amiens FA. Pendant ces deux jours, se succéderont musique, théâtre, animation, films, jeux et débats (racisme, anarchisme, nucléaire, chômage).

Comme les années précédentes, cette fête se déroulera en plein air dans le parc du château de Montières. Tous ceux qui sont intéressés pour participer à cette fête peuvent nous contacter à notre boîte postale, n° 7, 80330 Longueau. Le programme complet paraîtra ultérieurement.



Affiche éditée par Publico à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle boutique (format : 76 x 56), Prix : 0,30 F à partir de 10 ex, 2 F au-dessous de 10 ex.

Sommaire

PAGE 1	Institutions et groupes...
Editorial	Herr Hernu/cléaire
PAGE 2	PAGE 5
Activités des groupes FA	Décentralisation et fédéralisme
PAGE 3	baïser des lépreux
En Bref	PAGE 6
L'éducation libertaire...	Informations Internationales
L'espoir ?	PAGE 7
On nous refuse un droit...	Livres, spectacles, B.D.
PAGE 4	PAGE 8
A Boulets Noirs	Les anarchistes et l'organisation

TARIF			LE MONDE LIBERTAIRE	
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration :
28 n°	95 F	110 F	150 F	145, rue Amélot 75011 Paris
52 n°	180 F	210 F	280 F	Tél. 805.34.08
ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F			CCP Publico 11 289 15 Paris	
BULLETIN D'ABONNEMENT				
à retourner 145, rue Amélot 75011 Paris (France)				
Nom	Prenom			
N°	Rue			
Code postal	Ville			
à partir du N°			(inclus) Pays	
<input type="radio"/> Abonnement	<input type="radio"/> Reabonnement	<input type="radio"/> Abonnement de soutien		
Règlement (à joindre au bulletin):				
<input type="radio"/> Chèque postal	<input type="radio"/> Chèque bancaire	<input type="radio"/> Mandat-lettre		
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste				

en bref...en bref...

Le quinzomadaire *Avais de Recherche*, le GRIT (Groupe de Résistance et d'Insoumission totale) et les CIT (Comités Insoumission totale), annoncent la création d'une commission d'information sur l'amnistie; commission composée d'insoumis, d'avocats et de personnalités, et qui aura pour mandat de s'informer et de rendre publiques les intentions du gouvernement en matière d'amnistie pour les insoumis emprisonnés et « en cavale ». Le résultat de ce travail, ainsi que la liste des réfractaires emprisonnés, sera communiqué à la presse aux alentours du 10 juin. Un nouveau mandat d'arrêt a été émis le 25 mai par le tribunal militaire de Paris contre Frédéric Joyeux (dit Vaïma), responsable de publication d'*Avais de Recherche*.

Le Centre de documentation max Netrlau appelle les gens à une réunion de réflexion et d'analyse de la situation actuelle, le vendredi 12 juin, à 20 h 30, 15, rue Gracieuse M° Monge, Paris 5°.

Volonté Anarchiste n° 14 est paru

LA FAMILLE
par Charles Langand
En vente à Publico : 10 F

Le meilleur moyen de nous soutenir c'est de s'abonner. Abonnement 8 numéros : 80 F Abonnement de soutien : 120 F à adresser au nom de : ASH, CCP 21 600 42 C Paris.

Vous pouvez faire comprendre dans votre abonnement des numéros déjà parus. A envoyer au groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony. Groupe Fresnes-Antony



Livres en vente à Publico

- Les Illusions du progrès*, G. Sorel 40 F
- Le Mouvement ouvrier (1915-1977)*, CFDT 55 F
- Le Harem colonial*, M. Alloula 130 F

De nombreux ouvrages et disques qu'il n'est pas possible d'énumérer sont disponibles dans les nouveaux locaux de Publico. N'hésitez pas à passer.

L'éducation libertaire, mais qu'est-ce que c'est ?

Le groupe de Sevrans-Bondy a organisé le samedi 29 mai une conférence-débat sur le thème : l'éducation libertaire. Une trentaine de personnes étaient présentes, essentiellement des militants et des sympathisants. L'éducation est pourtant un problème, sinon nouveau, du moins à la mode.

Jean-Marc Raynaud a dégagé trois axes au cours de son intervention : d'abord un bref historique de l'éducation libertaire, puis les limites d'une telle éducation dans une société étatique et enfin les propositions dans une société anarchiste.

Chacun connaît les expériences qui furent tentées au début du siècle par Robin, S. Faure, en France, et par F. Ferrer en Espagne. Aujourd'hui, la Ruche et Cempuis ont disparu, que reste-t-il du concept « éducation libertaire » ?

De même que l'écologie ou le féminisme, le terme « éducation libertaire » est à la mode en Europe et aux Etats-Unis depuis 1968. On constate un refus de l'éducation autoritaire, et c'est cette révolte qui prime, ce sentiment réactionnel « contre quelque chose » qui est à l'origine des expériences actuelles. Il y a bien volonté de changement et pourtant les différentes tentatives se sont souvent soldées par un échec. L'après 68 a vu fleurir crèches sauvages, écoles parallèles, terrains d'aventure, etc. dont il ne reste pratiquement rien. Une des raisons de ces échecs réside dans le « vague », le « flou artistique » qui entourent l'éducation libertaire.

En effet, l'éducation, ce n'est pas seulement les rapports de l'enfant avec ses parents, ou avec les enseignants ou avec la société. L'éducation recouvre l'ensemble de ces rapports. Si l'on veut changer quelque chose, c'est bien l'ensemble des rapports qu'il faut modifier. Ainsi, les méthodes Freinet sont intéressantes, mais on constate vite leurs limites — le lieu scolaire —; elles ne peuvent en aucun cas être qualifiées de « libertaires ». Il en va de même pour les écoles parallèles pour la pédagogie institutionnelle ou les crèches sauvages. Les changements interviennent dans l'un des aspects de la vie de l'enfant, mais pas dans la globalité.

Il est nécessaire de ne pas confondre les termes « pédagogie » (méthode pour l'acquisition d'un savoir) et « éducation (concept global).

Devrons-nous donc attendre la révolution pour faire quelque chose ? Il suffit peut-être de comprendre et d'accepter qu'actuellement il ne peut y avoir d'éducation libertaire dans une société qui ne l'est pas, mais que la possibilité d'agir est toujours là. Notre lutte passe donc par les différentes expériences toujours possibles suivant nos propres implantations : dans le quartier, dans l'immeuble, dans le village. L'entraide entre parents, la vie communautaire pour certains, à chacun de définir ses modes d'actions. Il n'y a, bien entendu, pas de recettes. Notre lutte contre l'école s'inscrit dans notre action.

Le but de ton éducation.



au même titre que la lutte contre l'armée, contre le nucléaire et contre toute forme d'oppression. Mais ce n'est sûrement pas la réforme de l'enseignement ou des méthodes pédagogiques qui concourront à l'édification d'une société anarchiste. Les aménagements que parents, enseignants et éducateurs pourraient créer aujourd'hui ne sont valables que dans le cadre d'une société étatique.

L'éducation libertaire ne peut être envisagée que dans une société libertaire. Une éducation qui ne vise pas à faire des « anarchistes », mais des individus pleinement épanouis, aptes à choisir leur vie en fonction de leurs propres centres d'intérêt et non plus ceux de l'Etat.

Jocelyne FONLUPT

L'ESPOIR ?

Le socialisme, c'est l'espoir ! On nous l'a assez dit. La justice, la liberté, la défense des exploités sont autant de formules qui vont de pair avec le socialisme. Alors, dans la tête de nombreuses personnes, c'est le meilleur type de société qu'ils peuvent envisager, et gare à qui s'y opposerait.

Des améliorations aux conditions de vie, des augmentations de salaires et principalement des plus bas, ont été promises. Il y en aura, il y en a déjà eues, il faut que le Parti socialiste honore ses promesses, sinon il perdra tout crédit; mais elles sont conditionnées par les équilibres économiques et déjà leurs échéances sont différées. Il faut aller lentement pour assurer l'action, pour réaliser des transformations durables. Tout cela paraît bien raisonnable, ça sent le réalisme, le sens des responsabilités. Pourtant, c'est un jeu, le jeu de l'alternance, comme ils disent, le personnel au pouvoir change, mais le pouvoir qui divise la société entre ceux qui

décident et ceux qui subissent, entre les maîtres et les esclaves (même si l'esclavage est doré), lui, ne change pas.

Le Parti socialiste à la tête de l'Etat ne doit pas décevoir son électeur, mais il doit aussi conquérir la confiance du patronat.

Après le 10 mai, les intérêts économiques qui, tout comme le pouvoir, divisent la société en classes, n'ont pas changé. Or, le vrai pouvoir, c'est l'argent et il est aux mains des propriétaires d'entreprises, de sociétés et de leurs gérants. Ceux-ci l'ont rapidement rappelé après l'élection au cas où Mitterrand l'oublierait, on l'a vu principalement à la Bourse où les réactionnaires frileux ont déplacé leur argent, et si le gouvernement ne se plie pas à leurs exigences, il gouvernera sur des ruines.

La société dans laquelle nous vivons est celle du propriétaire, du technocrate, elle est faite par eux et pour eux. La tâche des anarchistes et de tous ceux

On nous refuse un droit, nous le prenons !

Chelles, depuis plusieurs mois, la municipalité tente de supprimer les voix gênantes. A partir du moment où elle découvrit qu'une certaine association représentait en réalité le groupe anarchiste local, elle arrêta tout prêt ou location de salles. Les services municipaux n'annoncent pas franchement un refus catégorique, mais ils retardent l'autorisation jusqu'au moment fatidique; toutes les salles sont « déjà réservées » par d'autres, et cela pour toutes les dates proposées. Par deux fois, nous avons dû subir ce genre de procédé !



Pour compléter le tableau, maintenant que M. Bordu tient bien en main ses services municipaux (de nombreux militants du PCF ont trouvé bizarrement un emploi à la mairie), nos affiches sont régulièrement décollées. Si les employés (pas assez discrets ?) ne suffisent pas à la tâche, ce sont des militants, spatules à la main, qui arrachent la nuit toutes celles qui ne sont pas du parti.

Au mois de décembre, nous avons assisté à une mise en cause par la section du RPR des services techniques de la mairie. Motif : par deux fois, des banderoles posées par ceux-ci, ont appelé la population à se rendre aux meetings de G. Marchais. Monsieur le maire riposte par l'é-

ditorial du bulletin municipal numéro 35 : « Pour parler sérieusement, disons que nous aurions fait la même chose pour répondre à la demande de tout candidat. » Nous ne sommes pas candidats, mais nous ne pouvons résister à une telle invitation. Le 16 mars, nous demandons la possibilité d'annoncer par les mêmes moyens la tenue du congrès de la FA. Ne recevant pas de réponse, par deux fois, nous nous rendons à la mairie. Le 8 mai,

nous apprenons la « perte » de notre demande. Monsieur le maire lit notre deuxième lettre, mais ne daigne pas y répondre (d'après sa secrétaire, cela signifie non). Nous décidons de passer outre. Samedi 30 mai à 8 heures, aidés de compagnons de groupes environnants, nous suspendons deux banderoles dans les artères chelloises. Un tract informe la population sur la réelle liberté d'expression à Chelles derrière les belles phrases de Monsieur le maire. Depuis, les banderoles sont toujours accrochées. Est-ce la peur du ras-de-marée socialiste qui fait que M. le député sortant, M. Bordu, préfère nous ignorer ? L'important, pour nous, c'est d'avoir prouvé par l'action directe que nous n'accepterons pas de limitation à notre expression et que le bâillon marxiste ne nous musellera pas.

Groupe Sacco-Vanzetti

qui aspirent à l'émancipation des individus est claire.

Toute transformation sociale par l'intérieur des institutions suppose qu'on devienne propriétaire ou technocrate. Depuis Proudhon, les anarchistes ont compris cela et toute notre propagande, toute notre action se situent contre les gouvernements. Malgré la clarté des choses dans le contexte post-électoral, notre position est particulièrement difficile : d'une part, nombreux sont les gens qui espèrent sincèrement une amélioration durable par le renouvellement de direction; parce qu'ils n'ont pas de vision globale de la société et de son histoire, ils peuvent croire à un changement au travers de quelques améliorations passagères d'éléments de la vie quotidienne; d'autre part parce que les forces de gauche qui représentent le bien par rapport à la droite n'admettront pas qu'on puisse proposer la liberté, l'égalité, la justice contre eux. Ils sont les meilleurs, le socialisme, c'est la gestion de la société par les plus aptes... alors que nous voulons la gestion de la société par elle-même, c'est-à-dire par les personnes concernées dans chaque domaine, le fédéralisme coordonnant les différents domaines.

Les anarchistes apparaissent donc comme des trouble-fête, l'attitude de la gauche au pouvoir sera tantôt de nous marginaliser en nous faisant passer pour « pas sérieux », n'ayant rien de constructif à proposer, tantôt de nous criminaliser en nous accusant d'être voyous, délinquants, faisant le jeu de la droite, alliés avec la droite : on parle même d'anarchistes de droite ou d'indicateurs de police (voir la prise d'otages de Barcelone). Cette attitude n'est pas nouvelle.

L'extrême-gauche, (la mouche du coche), a aidé la gauche à prendre le pouvoir (pensez, prendre le pouvoir pour les marxistes, c'est comme si on proposait à un chrétien de toucher Dieu du doigt), et elle n'aura pas les miettes que le pouvoir pourrait lui lâcher, et qu'elle prendrait, espérant grandir à l'ombre des grands partis. Sa tactique sera rapidement celle du débordement lorsqu'elle sera rejetée, ce qui arrivera inévitablement. De ce côté encore, et plus que jamais, il faut nous garder. Nous n'avons aucun intérêt à participer à un « débordement » dont l'objet est la prise du pouvoir. Notre force est dans la valeur de nos propositions pour répondre à des problèmes précis dans le but d'une prise en charge de ces problèmes par les intéressés eux-mêmes.

Léo (groupe Malatesta)

A BOULETS NOIRS

Il nous fait Chinaud... Monsieur Chinaud n'est pas content. Certaines décisions prises par le nouveau gouvernement l'indisposent.

C'est ainsi que M. Chinaud aurait voulu que la centrale nucléaire de Plogoff soit construite, que les expulsions se multiplient, qu'on ne fasse pas de peine à Pinochet, que la guillotine continue de trancher, etc. Et M. Chinaud a répété trois fois sur TFI : « J'ai mal à la France. »

Où la France se situe-t-elle dans la rondouillarde anatomie de M. Chinaud ?

Est-ce la tête ? Allons donc ! Rien dans l'occiput, tout dans les bajoues, ce n'est pas là que siège la douleur ! Le cœur, n'en parlons pas. De l'estomac, ce Chinaud en a, et un bon.

Restent les tripes. C'est ça ! La France de M. Chinaud se situe en dessous de la ceinture. Il doit avoir la colique, ce brave homme. C'est pourquoi il nous emmerde !

La Foire du Trône (pontifical) Dieu n'est pas chouette. Non seulement il n'a pas fait trembler

le bras de l'assassin, mais il ne fait rien pour activer la guérison du Saint-Père. Si bien que le voyage du pape à Lourdes est très improbable. Les hôteliers et les camelots, vendeurs d'eau bénite, de médailles, de chapelets et autres gris-gris, s'affolent, car de nombreux clients ont annulé leurs réservations. C'est la crise dans l'Autel... lerie !...

Cette situation fait écrire au pieux Henri Fresquet, dans *Le Monde* « ... Les innombrables commerçants, dont les motivations religieuses sont aléatoires, ont peur de voir s'éloigner le pactole entrevu. Ce mélange d'intérêts matériels, de tentations de prestige de la part de l'institution ecclésiastique et de piété sincère provoque un malaise réel. Vient-on à Lourdes pour prier la Sainte-Vierge et surtout pour honorer l'eucharistie, ou pour une sorte de « Lunapark » pontifical. »

Poser la question, c'est y répondre, car avoir des doutes en la matière serait faire preuve d'une naïveté d'enfant de chœur. Les marchands du temple se préoccupent bien plus du Saint-Père que du Saint-Père !...

S.B.

Institutions et groupes de pression

DANS l'iconographie socialiste et anarchiste de la fin du XIX^e siècle, il est courant de représenter le gouvernement, ministres et parlementaires comme des pantins dont de gros capitalistes aux énormes cigares tirent les ficelles dans les coulisses.

Cette imagerie, bien que « naïve », simplifiant beaucoup le rôle et le fonctionnement des institutions étatiques dans nos sociétés, n'en résume pas moins les traits essentiels : le fonctionnement et le maintien de l'appareil étatique au profit d'une classe, la bourgeoisie.

Sur cette vérité de fond vient se greffer toute une mythologie sur les « centres de pouvoirs occultes », « les groupes de pression » qui vont du Vatican aux Centes Familles, en passant par les bouilliers de crues. Autant de discours qui viennent brouiller la vision des choses. Derrière le pouvoir légal, celui sur lequel se fonde la légitimité politique en régime démocratique, se situent le pouvoir de ceux qui ont les moyens d'influencer, contraindre et prendre les décisions politiques à la place de ceux qui sont habilités à le faire. Notons que le thème du « pouvoir occulte » qui dirige effectivement le pays est présent aussi chez la droite anti-parlementaire par le biais du « complot » des juifs et des franc-maçons, par exemple.

Thème à forte charge émotionnelle, l'opposition pouvoir légal/pouvoir effectif relève essentiellement du mythe politique contemporain au même titre que le clivage droite/gauche. En effet, l'existence de centres de pouvoirs concurrentiels n'a rien de scandaleux de par lui-même, plus encore, le régime parlementaire peut être défini comme un Etat permanent concurrentiel d'intérêts particuliers qui s'affrontent quelles que soient les modalités par lesquelles s'exerce la domination politique, celle-ci reste entière. La réprobation publique qui fait suite à la découverte de ces filières parallèles du pouvoir est en grande partie liée aux connotations négatives dont celles-ci font l'objet dans l'idéologie politique européenne, sans plus.

Il existe en France et dans les pays latins ou germaniques en général, une sorte de culte formel des principes constitutionnels, qui se refuse à reconnaître la réalité du Parlement et le rôle qui lui est dévolu dans une société capitaliste. Ainsi, le parlementarisme, c'est l'état de la nation tout entière, il incarne la souveraineté nationale, défend les intérêts supérieurs du pays et à ce titre, il ne peut pas se faire l'expression d'intérêts ou finalités particulières, pas même d'un parti. Tout mandat impératif étant nul, toute note pratique institutionnelle est fondée sur ce principe de la « volonté générale ».

Quel contraste entre les principes et leur application quotidienne ! Mais cela

n'est pas dû à une quelconque perversion des hommes, mais bien à la logique du système. Or, parfois, la réalité dépasse la fiction et vient apporter un démenti cinquant à discours que le pouvoir tient de lui-même, et alors, c'est le scandale. C'est ce qui vient de se produire en Italie avec l'affaire de la loge « P2 ».

Neuf cent soixante-deux personnes impliquées. Sous le couvert d'une loge maçonnique, un ex-nazi manipule de son bureau des hommes politiques, des ministres, des généraux, des hauts fonctionnaires, la banquière, les services secrets, etc. Le gouvernement est obligé de démissionner une fois de plus. A l'ombre du pouvoir, un homme a pu se bâtir un réseau d'influences à lui, différent des trusts financiers, mais tout aussi actif.

Pour la énième fois, on met en scène le scénario de la surprise. La découverte de ce « gigantesque groupe de pression » occulte fait crier au machiavélisme politique. Mais ce dont on s'entonne est bien ce que tout le monde sait, mais qu'on fait semblant d'ignorer : que le roi est nu, qu'il y a une lutte pour le pouvoir à l'intérieur même de la classe dirigeante, que les institutions démocratiques servent de faire-valoir à des individus ou groupes dans la poursuite de leurs intérêts personnels.

Mais comment pourrait-il en être autrement ? Aux USA, les groupes de pression non seulement sont reconnus légalement, mais concourent directement et ouvertement à l'expression de la « volonté générale ». Les « lobbys » sont un rouage de plus dans la bonne marche du système. C'est reconnaître par là le caractère conflictuel de nos sociétés. Les démocraties honteuses italiennes et aussi françaises ne veulent et ne peuvent pas l'admettre. « Immorale » qui est assignée aux « groupes de pression ». Attitude hypocrite qui permet de passer sous silence que le groupe de pression plus important est celui de la bourgeoisie aux dépens du prolétariat, que c'est le Parlement lui-même, les institutions étatiques qui constituent le plus grand groupe de pression de notre société.

Il n'y a rien là de quoi s'étonner, si on s'aperçoit que des coteries se forment et cherchent à confisquer une parcelle de représentativité nationale qui ne leur a jamais appartenu.

Dans une société fondée sur des intérêts contradictoires et antinomiques de classe qui se maintient exclusivement par l'avantage qu'elle accorde à certains aux dépens de la société entière, nos institutions ne peuvent être que le reflet de cet état de chose. A nous de le changer, c'est la leçon qu'on peut en retenir.

G.M.

ARMÉE

HERR HERNU'CLÉAIRE

MITERRAND président, M. Hernu est arrivé sans grande surprise au ministère de la Défense. De nombreux réfractaires antimilitaristes jugent cette nomination inquiétante, même si certains y voient un possible espoir « Il peut nous ouvrir de nouveaux espaces. A nous de les investir intelligemment. A nous d'en profiter pour bâtir des îlots insoumis de création alternative et de vie libertaire... », *AVIS de Recherche* n° 37. « Il est indéniable qu'un espoir peut renaitre », *Objection* N° 141, page 10. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que la gauche, qui a abandonné

donner un esprit civique aux jeunes et rendre la conscription égale pour tous. Comment pense-t-il y arriver ? Voici ce qu'il racontait dans une interview parue dans *Le Figaro-Magazine* du 1^{er} mars 1980. « Commençons par le commencement : la formation des jeunes. Ce qui fait le plus défaut à ce pays, en ce moment, c'est un esprit civique et une formation sportive. L'Australie, qui n'a pourtant pas de tradition militaire, a l'une des armées les mieux entraînées du monde. Pourquoi ? Parce que chaque collégien, là-bas, passe trois heures par jour sur le stade. En Allemagne, la Bundeswehr forme de vrais combattants qui s'entraînent tous les jours et reçoivent, de plus, une formation théorique dans sept universités intra-muros. Aux Etats-Unis, il n'y a pas une école où l'on ne lève les couleurs nationales chaque jour. Ce n'est pas parce qu'un pays dispose de l'arme nucléaire qu'il peut se dispenser d'avoir de vrais soldats. En URSS, on estime que le soldat qui sert l'arme nucléaire doit être constamment entraîné et motivé. Savez-vous qu'à l'entrée de chaque chambre, dans les casernes soviétiques, il y a un lit vide surmonté d'une plaque portant le nom d'un soldat tué par les Allemands ? Tous les soirs, on fait l'appel et on appelle le soldat mort... A lieu de cela, que voit-on en France ? Sur 425 000 jeunes gens qui atteignent chaque année l'âge de faire leur service militaire, 70 000 s'arrangent pour être dispensés. Sur les 350 000 qui restent, 70 000 font leur service dans un bureau ou comme chauffeur ou manoeuvre-balai. Quant aux autres... les parents viennent nous voir pour se plaindre qu'on fait souffrir leurs chers petits, en leur faisant faire 5 kilomètres à pied dans la journée ! Jaurès disait qu'il faut que les enfants aient, dès l'école, une formation pré-militaire. On pourrait imaginer un système où, pendant les trois années précédant et les trois années suivant le service militaire, tous les jeunes — y compris, pourquoi pas, les filles — suivraient chaque année un entraînement d'un mois dans un camp, situé à moins de 1200 kilomètres de chez eux (je ne vois pas pourquoi, à ce propos, on continuerait à envoyer tous nos appelés dans l'est, comme si les avions et les parachutes n'existaient pas et comme si une attaque ne pouvait venir, comme au siècle dernier, que de la frontière du Rhin !). Trois mois avant, trois mois après, ce serait six mois au total et permettrait de réduire la durée du service lui-même à six mois. Mais à condition d'en faire un stage de formation de combattant et pas du temps perdu dans des corvées civiles. »

Un autre changement est jugé essentiel par Hernu : « Il faut prévoir cette notion qui n'existe absolument pas en France, de ce que j'appelle l'équivalence des grades et des fonctions civiles. Pourquoi n'y aurait-il pas des équivalences de grades entre le grade militaire et le grade civil ? » (*Libération*, 2 mai 1974).

On le voit, le programme d'Hernu vise l'unification du civil et du militaire pour obtenir une armée plus cohérente et mieux intégrée à la nation. Un programme qui ne déplaira pas à beaucoup de militaires, car ce n'est rien d'autre qu'une perspective d'augmentation de la militarisation dans son ensemble. L'idée d'hier de participation est aujourd'hui prolongée en l'idée de « rapprochement du civil et du militaire par une uniformisation de la hiérarchie qui régit tant la vie civile que la vie militaire. Ainsi, les conditions seront réunies pour un meilleur contrôle de la population par l'intégration de celle-ci aux structures qui l'oppressent.

Dans *Le Monde* du 29 novembre 1973, Hernu va même un peu plus loin dans le domaine de la collaboration. « On pourrait même envisager la création, autour de la gendarmerie, d'une garde nationale de 300 000 à 500 000 hommes, formés par des jeunes réservistes ayant fait leur service et qui seraient capables d'aider les forces territoriales pour le recueil des renseignements, la défense des « points sensibles » et l'organisation d'une activité permanente de guérilla pour la résistance active à l'ennemi. Les armements destinés à cette garde seraient conservés par la gendarmerie. » Joli projet, qui risque vu qu'il sert à « défendre le socialisme », d'être facilement accepté comme le fut hier la création des CRS.

Dire que la droite, pour pondre la même merde, aurait sûrement rencontré des opposants. Enfin, quant à l'occasion elle reprendra les rênes du pouvoir politique, elle pourra montrer qu'elle aussi elle sait s'en servir !

Pour les antimilitaristes... quel espoir ?

Hernu parle d'un « vrai statut d'objeteur » sans toutefois le définir. Les idées fortes sont : plus d'obstacle à sa diffusion, un temps de service égal (6 mois de contrainte plus 2 périodes de 3 mois ?), affectation à des tâches non militaires dans les unités. Comme exemples, dans *libération* du 2 mai 1974, il cite : être brancardier, être dans les Eaux et Forêts, faire la police sur les routes, partir au Bangladesh et travailler pour la collectivité (?), participer à une guerre sans tenir un fusil et secourir les copains blessés, exploiter le patrimoine forestier, être gardien de la paix pendant un an, faire du replâtrage dans un pays du Tiers-Monde pillé par le capitalisme ou peut-être travailler dans un chantier de la jeunesse style « pétain nouvelle formule ». On le voit, les objeteurs risquent de connaître de joyeux matins. Pour Hernu, grâce à son véritable statut d'objeteur, il supprime le problème de l'insoumission et de la désertion ou sinon ce seront des gens qui refusent le socialisme. Car enfin la gauche au pouvoir, « pour qu'elle voulez-vous avoir besoin d'être insoumis. Vous n'en aurez pas besoin, ce n'est pas le capitalisme qui sera au pouvoir. Si un garçon refuse de se mettre au service de la collectivité, c'est un jeune bourgeois !... Nous ne sommes pas contre les libertaires. Si des jeunes gens ou des jeunes femmes sont libertaires et veulent être insoumis, ils auront le droit de l'être, mais ce sera quand même une objection et pas une insoumission. Le mot insoumission, dans un régime à direction socialiste, prendrait un autre sens qu'aujourd'hui, mais si vous êtes demeurés insoumis, les socialistes au pouvoir, c'est quand même bien que vous contestez la direction socialiste ? » (Interview de C. Hernu, *Libération* du 2 mai 1974).

Un camarade du CLO de Toulouse qui l'interrogera dans un débat public, le 21 mars 1976, sur le sort des jeunes qui resteront objeteurs ou objeteurs-insoumis sous un régime socialiste recevra textuellement comme réponse : « On vous le fera payer très cher ! ». Ce soir-là, l'assistance n'a applaudi qu'une fois, et ce fut après cette réponse. Donc, si on s'obstine à refuser de reconnaître la toute puissance de l'autorité de l'Etat, il faut s'attendre à connaître les geôles de la France rose ! M. Hernu a le mérite d'être clair. Si l'Etat, géré par la gauche, est attaqué par ceux qui visent la destruction totale du capital et de l'armée, il le défendra. Les valeurs à défendre sont toujours les mêmes, les socialistes n'ont changé que les étiquettes des produits.



Par ce même système de pensée (les socialistes nient l'antimilitarisme tout comme ils nient l'éventualité de luttes sociales avec leur prise de pouvoir politique), on peut présumer de la répression qui sera exercée à l'encontre des anarchistes lorsque cette pensée se matérialisera. Qu'il y ait des gens dans la mouvance libertaire pour qui « Mitterrand, ce sera moins pire », pour qui « la gauche au pouvoir ce sera une brèche », est inquiétant ! La gauche a déjà imaginé les moyens de faire marcher la machine militaire en élaborant pour son propre compte le renforcement du pouvoir étatique. C'est la création d'un pouvoir fort grâce à l'unification, à travers un double mouvement, du secteur civil et du système militaire. Il ne faut pas attendre que l'illusion « gôche au pouvoir » tombe. Il faut dès maintenant se donner les moyens de combattre tous les représentants du pouvoir quelles que soient leurs appellations.

Bernard
(Groupe Sacco-Vanzetti)



DÉCENTRALISATION ET FÉDÉRALISME

Le Parti socialiste affirme ne pas procéder en matière d'action comme les diverses variétés du léninisme. « On ne peut conduire les citoyens dans des voies qu'en définitive ils n'auraient pas choisies de leur plein gré et en connaissance de cause. Cette observation est encore plus juste en matière culturelle qu'en tout autre domaine. »

Le Parti socialiste propose de décentraliser, de desserrer l'emprise de Paris sur les provinces, de décongestionner et de limiter le rôle de l'Etat, celui-ci devant s'occuper avant tout de politique internationale, de l'emploi et du commerce extérieur. Il a la prétention de proposer la décentralisation : « une révolution tranquille », sans faire une seule fois usage du terme de fédéralisme, dans son ouvrage *La France au pluriel*. Bravo ! Le Parti socialiste réalise le tour de force de vouloir engager des changements en profondeur sans bousculer les choses. « Nous préconisons un Etat qui, tout en restant uni, serait décentralisé, autogestionnaire. »

On ne peut plus laisser la place à l'illusion sur la qualité du changement et à l'octroi de la décision aux citoyens, ou à la base, selon les vocabulaires : « Le socialisme n'entrera dans les faits que le jour où ses re-

présentants conduiront la politique de la nation. »

Sur ce sujet, comme sur les autres, le PS a mis ses techniciens à la tâche et, malgré l'insipidité de leurs propositions,

tout comme ces syndicats, ces révolutionnaires et ces ex-libertaires qui avait cédé un temps au tapage des bolcheviks.

Mais à l'heure où le champagne termine son voyage intes-

la racine de tous nos maux : le problème social.

Les propositions d'une vie régionale, nouvelle, libre, autogestionnaire, c'est du vent et que du vent, si les patrons ne

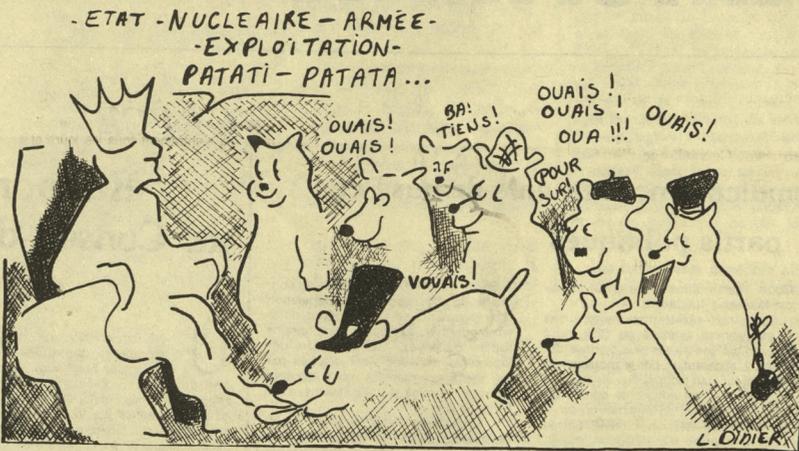
le pouvoir précédent s'était empressé de garder après les retombées de l'effervescence soixante-huitarde.

C'est à un mouvement de balancier auquel nous assistons, mais sûrement pas à un changement de structures.

A la base de la revendication régionale, pèse le malaise culturel symbolisé par la disparition progressive des langues. Sans cet élément de différenciation dans la communication entre les individus, l'identité du lieu ne signifie plus rien de bien particulier et de spécifique, et il est de l'avantage du PS de l'avoir compris. Mais il n'ira pas très loin, il mettra en place des notables locaux qui feront sur place le travail de Paris.

Toutes les parcelles de pouvoir ne sont pas encore distribuées et bien du monde reste sage; d'ores et déjà deux choses sont sûres, nous ne serons pas du front des nouveaux mécontents parce que notre ambition ou notre appétit n'auront pas été satisfaits, mais nous continuerons à lutter pour nos idées contre tout Etat, vers une société anarchiste. La deuxième chose, c'est le choix du PS, pour un capitalisme à petite échelle, de « dimension humaine », intégré aux différents contextes locaux.

Groupe Fresnes-Antony



celles-ci passent néanmoins pour être pleines d'imagination, comparées à la médiocrité de celles des autres grands partis. L'illusion ne durera pas, et les souriceaux qui se seront mis dans les mailles du rets socialiste resteront impuissants,

tinal et avant peut-être de lever à nouveau le coude, il faut faire un effort de lucidité. Comment un parti, le plus généreux soit-il, pourrait-il émanciper les populations, redonner aux régions leur identité? Surtout si ce parti refuse de solutionner

sont pas expropriés, si l'égalité économique n'est pas recon-

nue. Le Parti socialiste n'ira pas loin, car sur ce point comme sur les autres, il cède à la facilité, il fait plaisir à la galerie en lâchant un peu du lest que

Majoration du SMIC, des allocations familiales...

LE BAISER DES LÉPREUX !

SACRÉS socialos, malgré une cure d'opposition de vingt-trois ans, il ne leur a pas fallu quinze jours pour retrouver l'aisance dont ils ont toujours su faire preuve du temps où ils étaient aux affaires. Un sourire à droite, un rictus à gauche, le tout enveloppé dans un langage de miel, et hop, l'embrouille passe comme une lettre à la poste. De véritables professionnels ! Les rois de l'illusionnisme ! Les Paganini de l'art de gouverner ! Les champions toutes catégories pour ce qui est d'avoir l'air d'être sans être, et d'être sans avoir l'air d'être ! Des artistes, au bout du compte !

Bien sûr, certains ne vont pas manquer de trouver que nous faisons dans le procès d'intention. Laissez-leur le temps de faire leurs preuves, iront-ils jusqu'à murmurer; l'héritage est lourd et le génier implique de faire des compromis ! Des compromis ? Voyons voir !

Pour appâter les écolos, le gouvernement a annoncé tout ce qu'il y a de plus officiellement qu'il renonçait à construire la centrale de Plogoff. Bien ! Mais simultanément, et pour ne pas faire flipper à mort les forcenés du tout nucléaire, ce même gouvernement précise qu'il compte bien maintenir et renforcer les projets en cours de réalisation. Résultat des courses, nous aurons autant de tranches nucléaires, mais elles seront concentrées en moins de sites. S'agit-il là d'un compromis ?

Pour amadouer les contestataires invétérés du nouveau mouvement social, Mitterrand annule purement et simplement le pro-

jet d'extension du camp du Larzac. Bien ! Mais simultanément, et pour ne pas traumatiser les pauv'bêtes de la Grande Muette, il leur promet de s'occuper d'eux et de leur trouver d'autres endroits pour jouer à la guéguerre. Résultat des courses, le problème n'est en rien résolu, il est seulement déplacé. Là encore, s'agit-il d'un compromis ?

Les exemples de cet ordre sont légion. On ne compte les clin d'œil qui sont adressés tout à la fois aux partisans et aux adversaires des grands projets de l'ancien régime. Les essais nucléaires dans le Pacifique, la libération des ondes, la proportionnelle... Dans tous les cas, on se contente de faire du surplace en faisant croire que l'on avance en même temps dans deux directions opposées.

Dernier exemple en date de cette stratégie de l'illusion du changement : le premier train de mesures sociales annoncées à l'issue du conseil des sinistres du 3 juin. Certes, pour la forme et pour la frime, on a hurlé à la mort dans les chaumières patronales quand on a appris « l'intolérable » augmentation du SMIC ! Cela étant, le patronat est tout heureux et tout surpris de s'en tirer à si bon compte. Dix pour cent d'augmentation au 1^{er} juin, c'est beaucoup moins que ce qui était prévu. Les pronostics s'échelonnaient entre 10 et 20. Rappelons pour mémoire qu'en 68, le SMIC avait augmenté de 30%. De plus, comme de toute manière le SMIC aurait pris 3% en plus au titre de l'inflation, l'augmentation se réduit en fait à 7%. Une misère quasi-

ment. Et puis, comme le gouvernement Mauroy, bon prince, exonère les pisse-froids du patronat du paiement d'une partie de leurs charges sociales, on comprend mieux qu'au fond d'eux-mêmes, l'espoir et l'optimisme ressurgissent avec force. Après tout, la hausse du salaire minimum ne va pas leur coûter trop cher grâce à ces exonérations. De plus, avec cette augmentation du SMIC, tout ce qu'il y a de plus supportable pour l'économie nationale, (on vient de voir pourquoi), et celle des allocations familiales et de diverses prestations sociales, la consommation sur le marché intérieur va s'accroître de manière sensible, et ça c'est du pain béni pour le capital et son appétit insatiable de profit. Plus on achète et plus il vend. De plus, et cela rassure ceux qui redoutaient « l'irresponsabilité » des socialos, le gouvernement n'a pas l'intention de financer les mesures sociales qu'il prend pour un déficit budgétaire qui serait susceptible d'alimenter l'inflation. Laurent Fabius l'a indiqué clairement le 2 juin, les trois sources de financement que cherche à dégager le gouvernement sont : « Des économies sur le train de vie de l'Etat, une contribution des personnes les plus fortunées et des économies sur le train de vie d'un certain nombre de grandes sociétés. » En clair, tintin pour le recrutement massif de fonctionnaires, quelques ponctions sur les très grosses fortunes, mais avec de la nuance et une fiscalité new look qui frappera davantage les secteurs de l'économie à fort taux de profit et à faible main-d'œuvre. Une gestion sérieuse et ef-

ficace, donc ! La preuve que les socialistes sont parfaitement capables de restaurer l'édifice économique du capitalisme sans pour autant casser la baraque !

Bien sûr, en axant toute leur politique sur une relance du marché intérieur, ces humanistes bon teint vont à l'encontre de la nouvelle division internationale du travail. Ils font preuve d'un certain archaïsme en privilégiant l'aspect national de l'économie. Mais à tout prendre, la mutation qui était en train de s'opérer était si formidable qu'il fallait bien à un moment ou à un autre s'arrêter pour reprendre son souffle. Ce moment semble venu ! Il passera !

Comme on le voit, le changement à la mode socialiste n'a rien à voir avec le chambardement ou la révolution. L'objectif consiste tout au plus à moraliser un tantinet ce qui est devenu intolérable. Mais pas question de modifier les structures du système. Bien évidemment, cracher sur les miettes que nous octroie le gouvernement serait absurde. Vaut mieux gagner trois mille balles que deux mille six, mais que diable, restons lucides ! Ne nous laissons pas piéger au baratin d'un soi-disant réalisme impliquant de n'avancer qu'à petits pas. Rien jusqu'à présent n'a été fait qui aille dans le sens d'une rupture avec le système de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme et il n'est pas besoin d'être grand clerc pour annoncer que demain sera comme aujourd'hui. D'ailleurs, à l'énoncé des premières mesures sociales du gouvernement, l'enthousiasme était du genre modéré dans les boutiques syndicales. L'abais-

sement de l'âge de la retraite et la réduction du temps de travail, on sait déjà que ce n'est pas pour tout de suite. Ce qu'on demandait avec tant de force hier, on en parle maintenant de manière désabusée et au futur. Lamentable !

En fait, le socialisme à la mode Mitterrand et consorts est prisonnier de la logique de tous les réformismes. Il veut tout à la fois changer les choses et faire l'économie d'une révolution politique et sociale. Dans ces conditions, il ne peut pas faire autre chose que du surplace et toute son habileté à faire apparaître cette agitation pour l'amorce d'une action ne changera rien à l'affaire. Au bout du compte, la désillusion sera là qui sanctionnera cette impuissance à instaurer un socialisme digne de ce nom. En attendant, des millions de laissés pour compte vont une fois de plus faire les frais de cette politique de la poudre aux yeux. Eh, camarades ministres, avez-vous essayé de vivre avec trois mille balles par mois avec, en prime, l'humiliation et l'exploitation que connaissent tous les esclaves salariés ? Bien sûr que non ! Les mamours que vous nous faites aujourd'hui ressemblent à s'y méprendre aux baisers que l'on fait aux lépreux. L'affection n'exclut pas la distance ! On fait ça du bout des lèvres pour ne pas se salir. Souvenez-vous d'une chose, cependant, dans les charrettes qui allaient déverser leur cargaison de têtes à couper vers la guillotine, les girondins ont suivi de peu les aristos ! A bientôt, donc !

Jean-Marc RAYNAUD



informations internationales



CHILI

Mouvement syndical, mouvements de base et partis politiques

Le 1^{er} juillet 1979, Pinochet imposa un nouveau code du travail : le Plan laboral; après une année d'application, les conséquences ont été les suivantes :
Force du travail (Plan laboral) : 600 000 travailleurs;
17% de la force de travail;
2 574 accords entre syndicats et patrons;
65 grèves enregistrées;
8% en moyenne d'augmentation salariale (augmentation du coût de la vie : 37% en 1980);
cette négociation a été la première depuis 8 ans.

Caractéristiques générales du Plan laboral

- 1) Ont droit de grève : le secteur privé, limité à 59 jours; si pendant ce délai aucune solution n'est trouvée, le patronat est autorisé à déclarer le lock-out. Et les travailleurs perdent tous leurs droits;
- 2) Les travailleurs fiscaux ou semi-fiscaux n'ont pas le droit de grève.
- 3) Les entreprises sont autorisées à embaucher un nouveau personnel dès le premier jour de la grève.
- 4) Les journées de grève ne sont pas payées.
- 5) Il n'y a pas de négociation collective, et chaque syndicat doit négocier avec l'entreprise.

Carte blanche

Après chaque grève, il y a des licenciements massifs de travailleurs. Les travailleurs les plus combattifs sont les premiers à être licenciés. Par exemple, dans la zone de Santiago, il y a eu les licenciements suivants :
syndicat de manufacture du papier et du carton (Puento Alto) : 17; syndicat du textile (La Scala) : 50; syndicat

Good Year multinationale : 80; syndicat Madeco : 100; etc.

Cette triste réalité nous montre que le mouvement syndical au Chili subit aujourd'hui une de ses plus grandes défaites. L'acceptation par le mouvement syndical du Plan laboral, due au manque d'un mouvement autonome combattif, permet à Pinochet de légitimer un schéma légal qui est un modèle parfait



pour son système économique. Le Plan laboral est un plan patronal.

Mouvements de base

A partir de 1978 ont commencé plusieurs mouvements populaires, nés comme défense contre la situation d'injustices sociales dont sont victimes les secteurs les plus pauvres : population sans logements, sans assistance médicale et sans aucun moyen de vie. Des mouvements de résistance autonome sont créés pour faire face aux problèmes.

En 1979 et 1980, ces comités se sont multipliés. Des comités de population sans logements se forment dans différents quartiers, expropriant des terrains fiscaux ou privés, pour construire des logements; ils sont alors délogés par les militaires, mais ils vont occuper d'autres terrains et s'installent avec leurs familles.

— Comités de Santé : après le décret de dissolution de la Sécurité sociale pour tous les travailleurs, des Comités de Santé se sont créés dans les quartiers, communes, etc. pour essayer de résoudre le problème de la Santé de manière autonome.

— Comités d'Etudiants : ils ont été créés après le transfert de l'éducation à la municipalité, et surtout après sa privatisation par Pinochet. Les caractéristiques les plus importantes de tous ces mouvements de base sont l'autonomie et le refus des partis politiques. Dans les premiers mois de 1980, une coordination est en train de se créer pour tenter d'unir les conflits et trouver des solutions d'ensemble.

Les partis politiques

Dans la réalité imposée par Pinochet, les partis politiques se sont montrés incapables de faire face à la dictature. Les dirigeants, ouvriers et politiques, modélés par les partis, n'ont pas la capacité créatrice naturelle de tout individu autonome. Donc, cette situation les dépasse, et ils n'interviennent qu'après que les mouvements de résistance aient commencé à la base.

De cette expérience de lutte autonome doit pouvoir surgir un nouveau mouvement syndical autonome, combattif et révolutionnaire.

Chungungo
(Coordination libertaire latino-américaine)

L'esprit libertaire en Colombie

L'IMAGE que nous avons en France de la Colombie, et même de toute l'Amérique Latine, correspond rarement à la réalité de ces pays et de leurs mouvements sociaux. Il faut dire que cette réalité, qui apparaît souvent pleine de paradoxes et de contradictions, n'est pas simple à saisir (comme d'ailleurs toutes les autres réalités). Nous pourrions bien entendre commencer par dire, comme on le fait souvent, que la Colombie est un des rares pays latino-américains où il existe un gouvernement civil. Or, il s'agit d'une démocratie assez particulière, dans laquelle l'état de siège subsiste depuis plus de trente ans et où les militaires possèdent donc une influence considérable sur toutes les décisions politiques importantes; cette démocratie est en fait le règne de deux grands partis : les « conservateurs » et les « libéraux », actuellement au gouvernement. Néanmoins, il est bien vrai aussi qu'il existe en Colombie certaines libertés qu'on ne retrouve pas dans d'autres pays du continent, y compris Cuba : par exemple, les divers partis et mouvement d'opposition, du PC jusqu'à l'extrême-gauche, possèdent un siège légal et l'on peut acquérir leurs publications dans les kiosques et librairies.

Cependant, la censure existe et il peut arriver que des journaux soient saisis et des articles interdits (ce qui arrive aussi, épisodiquement, dans une démocratie comme celle de la France : rappelez-vous, par exemple, de *La Cause du Peuple*; ce qui arrive aussi, mal-

heureusement, dans certains milieux « libertaires »).

Mais deux réalités s'imposent très vite à l'observateur qui visite la Colombie : la première, c'est l'immense misère qui sévit et qui se développe parallèlement à l'immense richesse de quelques-uns; la deuxième, c'est le climat de violence qui s'exprime, d'une part, à travers la violence de l'Etat qui n'hésite pas à étouffer dans le sang les revendications populaires et, d'autre part, à travers la dégradation des rapports concrets qui existent entre les hommes, c'est-à-dire par la perte progressive des liens de solidarité et d'un certain esprit communautaire, tout ceci au profit d'un comportement de « sauve-qui-peut » qui fait que, dans cette jungle infernale de misère, beaucoup essayent de survivre en écrasant le voisin le plus faible. L'indice de criminalité et de délinquance en Colombie — un des plus élevés du monde — ne saurait donc être interprété globalement comme une « expression de révolte ».

La véritable révolte se trouve plutôt chez ceux pour qui la contestation de l'ordre établi s'accompagne indissolublement de la construction, lente et patiente, d'un nouvel ordre où les rapports humains se fondent sur la solidarité et le respect des différences.

Ceci se réalise par l'écllosion de mouvements sociaux comme les « paros cívicos » (grèves générales, opération « ville morte ») et par certaines pratiques menées par des groupes venant d'horizons très divers : libertaires, libéraux de gauche, marxistes, chrétiens,

syndicalistes, etc. En Colombie, il n'y a pas que les actions spectaculaires des groupes armés dont fait état la presse à sensation.

Après cette courte et nécessaire introduction, et pour des raisons de place, nous parlerons la prochaine fois des libertaires colombiens, en incluant certains mouvements qui, sans avoir l'étiquette libertaire, n'en détiennent pas moins une activité contre tous les pouvoirs; nous parlerons d'expériences d'autogestion rurale, nous décrirons un mouvement de « paro cívico », ainsi que l'activité des libertaires dans les milieux de l'art et de la culture (troupe de marionnettes *La Libellule dorée*, récits satyriques sur la situation du pays et le jeu des partis politiques, etc.); nous ferons allusion à la naissance du mouvement indigéniste, à l'apparition de certaines communautés chrétiennes de base et à l'écllosion des revendications spécifiques aux femmes, etc. La situation des courants libertaires en 1981 sera donc le sujet du prochain article; nous essaierons, pour mieux la saisir, de rendre compte de certains événements aussi bien « pratiques » que « théoriques » qui, depuis la dernière décennie, ont marqué la révolte de beaucoup de jeunes contre un ordre qui apparaît, depuis bien longtemps, comme insoutenable et qui se résume en un seul adjectif : inhumain.

Alfredo
(Coordination libertaire latino-américaine)

GRÈCE

Rapport adressé au Conseil d'administration de DSA

UNE commission de quatre membres, constituée par Evangelos Machaizos (président du DSA), E. Zafiroopoulos, Takis Pappas et Sotiris Felios, en respectant les ordres donnés par le conseil d'administration du DSA, a visité l'hôpital psychiatrique de la prison de Corydalos du Pirée (la section des hommes et la section des femmes). Cette visite a été réalisée à la suite d'une permission qui nous était octroyée par le ministère de la Justice. Notre rapport est appuyé exclusivement sur les témoignages que nous avons puisés directement par les prisonniers eux-mêmes (nous avons discuté avec plus de 100 personnes, des hommes et des femmes). Ce qui était frappant, pendant ces discussions, c'était la peur manifeste qui caractérisait les interventions des prisonniers quoiqu'ils parlaient des incidents déjà publiés dans la presse quotidienne du pays.

Cette phobie, non seulement, était constatée par nous, mais aussi elle a été exprimée d'une façon explicite par nos interlocuteurs qui nous ont expliqué qu'elle est le produit de la violence physique et psychologique dont ils sont victimes tous les jours dans la prison, à la suite de leur contestation de leurs conditions de détention.

La violence psychologique — suivant leurs propos — vient de la part de l'administration pénitentiaire, et elle consiste en des menaces de déportation vers d'autres prisons disciplinaires et en l'aggravation de leur dossier judiciaire, certains cas (lorsque, par exemple, le prisonnier a fait une demande de libération conditionnelle). La violence physique consiste à l'attachement par des chaînes du prisonnier sur un lit de fer (ce lit se trouve dans une cellule ténébreuse du sous-sol). La violence physique s'exerce aussi par le rejet du prisonnier dans une « cellule de discipline ». Pourtant, malgré cette méfiance des prisonniers envers nous, nous avons pu recevoir des renseignements très importants qui fondent les conclusions suivantes :

1) nous avons confirmé les informations publiées par les journaux à propos des suicides, les tentatives de suicide et le décès de certains prisonniers dû aux souffrances et au mauvais traitement dont ils faisaient l'objet. A titre indicatif, nous citons les noms suivants : Xirafis, Noulis, Macrès, Alligianis, Mariannes, Panopoulo, Malkveth (c'est une suédoise), Théophilides.

2) Il y a dans la prison un réseau de trafiquants de drogue. Ce réseau est encadré par des gardiens. Ces gardiens sont dénommés en tant que tels par les prisonniers nommément. Le réseau de trafic de drogue dans la prison constitue un moyen supplémentaire de contrôle des prisonniers par les autorités pénitentiaires et permet l'enrichissement frauduleux de certaines personnes. En tout cas, il (le réseau) constitue un moyen de pression entre les mains du pouvoir exécutif. Il y a aussi certains collègues avocats qui s'enrichissent de la même façon (il y a des dénonciations concrètes).

3) Nous avons constaté une insuffisance des services médicaux, pharmaceutiques, psychiatriques, éducatifs, et de l'alimentation (la nourriture que normalement (dans les papiers) le ministère de la Justice donne à chaque prisonnier par jour — pour le petit déjeuner, le repas de midi et le repas du soir — correspond à 64 drachmes, soit 6 francs français par jour. Vu qu'il y a des abus et des irrégularités au niveau

de la gestion, cette somme est en fait inférieure). Concrètement, il y a seulement deux médecins pour 220 prisonniers (les médecins Spiroglou et Papanastasiou) et deux infirmiers-détenus, sans qualification. L'éducation médicale et pharmaceutique pour les phénomènes privatifs de ceux qu'on appelle les drogués (toxicomanes) n'existe pas. Cette éducation concerne 120 prisonniers de cet hôpital psychiatrique. Les médicaments qu'on leur octroie sont des boisons de type valium. Il n'y a aucune planification de l'éducation psychiatrique et aucun programme psychiatrique, même le plus élémentaire et le plus occasionnel (séminaires, conférences, programmes établis par les prisonniers eux-mêmes allant dans le sens du développement de leurs facultés mentales et de leur culture), aucune activité sportive et récréative et aucune vie.

4) Il n'y a pas les conditions de détention qui correspondent à la maladie du détenu. Nous considérons que les conditions de détention que nous avons constatées sont, pour notre époque, inhumaines. Spécialement les cellules des prisonniers mesurent 4 x 5 mètres (nous les avons visitées) et logent 9 personnes chacune. Elles disposent d'une seule toilette qui communique directement avec la cellule, car il n'y a pas de porte pour l'isoler. Les couvertures sont très vieilles et déchirées et tout le matériel existant est inutilisable. Les malades mentaux sont logés dans les mêmes cellules, mêlés aux toxicomanes, et cela entraîne des conséquences physiques graves pour ces derniers. Cet espace est entouré de barreaux de fer, les fenêtres sont inexistantes et l'aération nulle. Cela entraîne des conséquences psychiques graves sur ce type de prisonniers. Les femmes sont gardées dans la cellule anciennement disciplinaire du sous-sol.

5) Nous avons constaté la violation des droits de l'homme, des droits civiques des prisonniers ainsi que de leurs libertés politiques par le moyen des procédés suivants : les tortures physiques, la censure de la presse, des livres et de leur correspondance, les brutalités exercées sur eux par un personnel pénitentiaire ayant une éducation pénaire, n'ayant pas de culture sociale, et manquant d'une structure gnostique.

Tout ce que nous avons constaté confirme la nécessité d'une intervention pratique du DSA (Association des Avocats d'Athènes) en raison de l'importance qu'une telle intervention revêt sur la vie professionnelle de ses membres et en raison de sa compétence à recommander des solutions sur les questions fondamentales de la vie publique. Nous proposons que l'intervention du DSA ait les directions suivantes :

1) Publier d'une façon simple et compréhensible pour le grand public les documents que nous avons à notre disposition (programmer une conférence de presse dans un délai de deux mois).

2) Faire des démarches auprès des autorités gouvernementales et leur remettre des rapports.

3) Nous occuper des problèmes des prisonniers d'une façon beaucoup plus constante (visiter d'autres prisons du pays). Créer une commission permanente du DSA qui s'occupera des problèmes des prisonniers, affrontera le problème de la refonte du code pénal et de la législation actuelle relative aux drogués et fera des propositions scientifiques.

La commission

(Evangelos Machaizos, E. Zafiroopoulos, Takis Pappas, Sotiris Felios)

NOTE DE LECTURE

HISTOIRE INTÉRIEURE DU PARTI COMMUNISTE (1920-1945)

par Philippe Robrieux

Ed. Fayard

Ce n'est un secret pour personne, depuis quelques années, le Parti communiste français traverse une mauvaise passe. Sa presse se vend et se lit de moins en moins, l'influence de sa courroie de transmission syndicale décroît régulièrement, les claques électorales se multiplient, la contestation s'installe dans ses rangs, l'hémorragie militante se poursuit... Bref, s'il ne s'agit pas encore de l'agonie, on sent cependant très bien que la maladie est là, implacable, et qu'elle rongera la bête, lentement mais sûrement.

Comme par hasard, alors qu'il y a encore peu, le silence était de règle, à propos des « bavures » du PCF et des partis frères, les bouches s'ouvrent maintenant de tous côtés pour critiquer et dénoncer ce que l'on taisait hier. Depuis quelques mois, c'est même une véritable avalanche de livres, sur et contre le PCF, qui a envahi les vitrines des librairies. De toute évidence, les rats sont en train de quitter le navire, et leur départ s'effectue dans une ambiance de délation qui confine au sordide. On s'en doute, tous ces ouvrages sont sans grande valeur. Comme tous les crachats des résistants de la vingt-cinquième heure, ils sont voués à terminer leur course dans les égouts de l'oubli. Une exception à cette règle, l'ouvrage de Philippe Robrieux.

L'histoire intérieure du Parti communiste écrite par Philippe Robrieux est en effet un véritable monument. Près de six cents pages pour le premier tome; sérieuse sans être austère, documentée, s'appuyant aussi bien sur des témoignages vécus que sur des textes officiels ou officieux, massive sans être pesante, écrite dans un style alerte... cette histoire du PCF est assurée de faire date. En fait, et on s'en rend compte en dévorant ce bouquin passionnant de bout en bout, l'histoire du Parti communiste français est finalement fort mal connue. On en sait les grands moments, le congrès de Tours, l'ultra-gauchisme des années 30, le virage « unitaire » du Front populaire, le flirt avec les nazis au moment du pacte germano-soviétique, l'entrée tonitruante dans une résistance lamentablement nationaliste, la participation au gouvernement

de de Gaulle à la Libération... mais on ignore tout ou partie des tenants et des aboutissants d'une stratégie tout en alternatives, en renoncements, en poussées de fièvre sectaire et en compromissions de toutes sortes. Philippe Robrieux nous éclaire sur tout cela. Il étudie l'appareil du parti. Ses liens de sujétion avec Moscou et le Komintern, sa dépendance financière vis-à-vis de l'empire des nouveaux tsars, sa bureaucratie, son type d'organisation tout à la fois militaire, religieuse et policière, le double pouvoir existant au niveau de toutes les instances décisionnelles... Il démythifie les hommes. Il montre comment on les tient, comment on les utilise et comment on les rejette. Il dissèque le rapport névrotique qui existe entre les militants et le parti. En un mot comme en cent, il passe tout simplement le parti aux rayons X de l'étude historique. Sur les premières années du Parti communiste, notamment et grâce à des témoignages de la valeur de ceux de Boris Souvarine, il se révèle comme l'un des meilleurs, voir le meilleur chroniqueur de l'histoire du PCF.

Une critique toutefois à ce livre qui deviendra très vite une référence, l'aspect idéologique des choses et complètement évacué. Cela est gênant, car à cause de cette absence, Robrieux doit se contenter d'étréler au grand jour la sinistre réalité de l'histoire du PCF sans jamais expliquer le pourquoi du comment. Et pourtant, la sujétion à Moscou, les méthodes organisationnelles, la manipulation systématique des individus ne relèvent nullement du hasard. La source de cette systématique du lamentable et de l'intolérance se situe, cela commence à se savoir, dans les sommets d'une idéologie à nulle autre pareille, dans la mesure où elle porte le totalitarisme en elle comme la nue l'orage. Dommage que Robrieux ait été muet sur cet aspect de la question !

Cela étant, ce livre est à lire et à relire. C'est une véritable mine regorgeant d'informations sur ce chancro du mouvement ouvrier qu'est le PCF. C'est un outil de connaissance indispensable, et il ne tient qu'à nous qu'il se mue en un rapport d'autopsie.

Jean-Marc RAYNAUD

Ecoles : arrêtez le massacre !, la pièce dont il s'agissait, Un conseil de classe très ordinaire, se joue à la Cartoucherie de Vincennes dans une création du Théâtre de l'Aquarium (mise en scène Jean-Louis Benoît), jusqu'au 5 juillet. Rappelons que le texte est une intégralité de l'enregistrement clandestin d'un conseil de classe effectué en 73 dans une ville de province (Un conseil de classe très ordinaire, Patrick Boumard, éd. Stock).

CHANSON

Le dernier Ferré

Il s'ont voté, ils vont voter/ Comme on prend un barbyturique/ Et ils ont mis la République/ Au fond d'un vase à reposer/ Les experts ont analysé/ Ce qu'il y avait au fond du vase/ Il n'y avait rien qu'un peu de vase.

Et si des fois le drapeau noir/ Sur un voilier en voiles noirs/ Mettait la fibuste au pouvoir/ Ça pourrait déranger l'histoire/ Qui remettra le drapeau noir/ A nos voiliers en voiles noirs/ Et les marins au beau milieu/ Mettront en route leurs beaux yeux.

Léo Ferré est installé dans l'absence. De toute façon, je ne vois pas où mène cette solitude de l'artiste ! Serait-elle plus importantes que la vie ? Avant de regagner cette campagne toscane, Léo debout sur ce fond de gloire, se contente de hausser les épaules. Un flirt entre la banlieue du système et l'ambition d'accéder à la magistrature suprême, commence à exister. Ferré d'hier et d'aujourd'hui, seul avec son cri, son anarchie profonde, avec son succès.

Claude CLÉMARON

(Léo Ferré : La Violence et l'ennui, RCA).

Tour de chant libertaire avec Pascal et Claire Genneret, Troyes, salle Marcuard (Sainte-Savine), à 20 h 30, le jeudi 18 juin.

NOTEZ BIEN LA NOUVELLE ADRESSE DE LA LIBRAIRIE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE : 145, rue Amelot 75011 PARIS A BIEN TÔT...



LES TROIS FRÈRES

de Francesco Rosi

QUEL gâchis de la vie se lit au fond des yeux des Trois Frères de Francesco Rosi. C'est le constat impitoyable des divisions et de l'échec de la communicabilité qu'elles entraînent. L'espoir semble se perdre au fil de l'espoir. La toile de fond du film se tisse dans l'Italie du Sud, belle jusque dans sa pauvreté pour l'homme. Le soleil a figé de ses stigmates la peau tannée et les rides creusées du vieil homme qui vient de perdre sa compagne. Personnage aride que campe Charles Vanel, dont le regard clair laisse perler une attitude de dignité et de résignation peut-être mal contenue *in petto*, mais qui en dit long sur la fin.

Les trois Frères dépêchés alterne silences et recueils avec les réalités d'une Italie empoignée et tiraillée de toutes parts par le terrorisme de groupes. L'un est juge et par la justice qu'il défend est loin d'être un modèle de lucidité sur le moyen de mettre un terme aux actions terroristes. D'ailleurs, il avoue dans les couloirs du palais, à un collègue, son impuissance. Le second est éducateur dans un établissement dit de redressement pour mineurs. La peinture du personnage est discrète et révèle la même impuissance, tout en déplorant le milieu social fait de carences les plus élémentaires dont sont issus les pensionnaires qui ne révent bien entendu que d'évasion et de peccadilles, le plus souvent pour se la faire belle, fût-ce un instant. Le troisième frère s'est déraciné de son sud natal pour la ville industrielle fuligineuse qu'est Turin. En usi-

ne, un boulot dur et dangereux de vernisseur à la chaîne l'expose à l'impératif besoin de gagner sa vie tout de suite. Il lutte et devient délégué syndical d'un organisme qui négocie bien sûr avec l'Etat. Voilà le tryptique. Pour le père des trois frères, les discours et les luttes ne sont plus d'aventure, car, pas un instant, il ne soufflera mot sur les antagoniques réflexions du trio, préférant le joug de ses souvenirs amoureux ou les questions sans équivoque de sa petite fille.

Dans ce film, beau, grave, insidieux, il faut noter, car en l'occurrence, c'est de toute première importance, que le terrorisme d'Etat est soigneusement éliminé par Rosi. C'est déplorable, surtout quand le juge qu'incarne Noiret, au demeurant impeccable, nous dit qu'il faut sauvegarder à tout prix les institutions et la démocratie en renforçant par la collaboration individuelle le pouvoir de l'Etat. Voilà cher maître, esclaves que nous sommes, faites ce que vous voudrez de nous. L'envie vous prend de hurler que tout pouvoir est maudit par le fait même de son exercice.

Le propos de Rosi, je le répète, est un constat du gâchis de la vie provoqué par les « vents dominants » et l'absence de forces suffisantes pour les endiguer. Puissent-elles se déchainer un jour afin de nous faire enfin lorgner un ciel serein avec des nuages sitôt apparus, sitôt dissipés. Un gâchis à l'image de l'homme responsable, faillible, mais non à celle d'une humanité tout entière menacée par l'égoïsme et le déséquilibre du plus petit nombre.

J.-O. NEAU

CARRÈMENT LA ZONE

RENAUD, le chanteur de charme des HLM, vient d'enregistrer une douzaine de chansons réalistes du début du siècle. Frehel, Brunt, Montehus, Géorgius et d'autres encore, leurs chansons sont enfin remises au goût du jour, sans être massacrées, ni être baffouées par une musique débile ! Non, là, comme dans ses propres goulantes, Renaud chante la rue, le ras du pavé. Les vraies chansons populaires, c'est bien celles-là : *Le Mauvais Garçon, La Butte rouge, Le P'tit Bal du samedi soir*, etc. (Je connais une grand'mère qui a été « em-

ballée » comme quand elle avait vingt piges, en écoutant ces chansons...)

Le plus marrant, c'est que des mecs qui ne savent pas que tous ces textes-là ne sont pas de Renaud, marchent à fond, tant ces chansons sont du même tonneau que *La Java sans joie, La Teigne, Bles de la Porte d'Orléans, Camarade bourgeois, Salut Manouche*, etc.

Hé, Renaud, à quand un album des chansons de Brunt ou des chansons anars d'avant-guerre. Ce serait sympa, non ?

Gilbert

ETATS DE GRACE...



LES ANARCHISTES ET L'ORGANISATION

LA population accepte aisément, de la proposition anarchiste, tout cet humanisme qui lui est commun avec les morales religieuses, car il s'agit d'aspirations exprimées, sous une forme ou sous une autre, par des hommes excédés par le fardeau que leur imposent les civilisations qui se sont succédées. C'est ce qui explique qu'avec ou sans appareils politiques ou confessionnels, tous les « paradis » ont des structures identiques et nous proposent les mêmes félicités à l'intérieur de sociétés enfin débarrassées du péché ou des contraintes, grâce au triomphe de la raison ou de la foi ? Les hommes doivent être égaux sur cette terre, et si ce n'est pas possible, alors ils le seront au ciel. La liberté, l'égalité, la fraternité, la justice, la tolérance, etc., toutes les philosophies ont brodé sur ces aspirations nobles et cependant, depuis les origines, dans leur généralité, les hommes n'y croient pas ! Même lorsqu'ils font semblant d'y croire. Dans le meilleur des cas, ils remettent à plus tard, dans les temps où l'homme sera enfin devenu sage ou dans l'irrationnel, cette vision idyllique de la société, ce qui leur permet de supporter les contraintes du quotidien. Et ils rejettent vers un avenir lointain, imprévisible, les constructions qu'on leur propose, lorsque celles-ci sortent de la spéculation intellectuelle pour s'insérer dans la réalité de tous les jours. Pour les uns, Dieu peut être bon, pour les autres, l'anarchie peut être noble, mais les communautés ont leurs contraintes et les servitudes qu'impose la vie collective sont irrémédiables !

Ce doute dans la possibilité d'établir enfin sur la terre un climat de tolérance, de paix, de justice, c'est finalement un doute sur la capacité du genre humain à s'organiser autrement qu'en ayant recours à l'autorité, un doute sur la nature de l'homme, un doute sur soi-même. Seul un petit nombre échappe à ce pessimisme et ceux-là qui se recrutent dans toutes les disciplines philosophiques d'ailleurs, prennent malgré leurs différences idéologiques, un aspect commun, en marge, anachronique, qui les place en dehors de la communauté. Certains anarchistes eurent cet état d'âme qui les place en dehors de la communauté. Certains anarchistes eurent cet état d'âme qui les poussèrent à exprimer l'absolu sans tenir compte des contingences, et nous les verrons voisiner jusqu'à se confondre avec les mystiques de religions sans structures cléricales dont la perfection humaine, à partir de la béatitude, est l'idéale. Les uns et les autres se retrouveront dans les périodes difficiles, guerres ou révolutions, sur le même terrain de « préche » pour la paix, pour la liberté, pour la tolérance et ils vivront une spiritualité en marge d'une vie militante en se proposant en exemple, attitude édifiante d'où l'orgueil ne sera pas absent.

Et si les hommes peuvent se laisser bercer par l'idéal anarchiste, c'est parce que cet idéal ne les dépayse pas. Il a une résonance commune à toutes les liturgies, toutes les fables merveilleuses, tous les poèmes dramatiques ou lyriques, dont ils sont imprégnés depuis le commencement de l'histoire sans bien s'en rendre compte d'ailleurs. Mais ils restent réticents, incrédules, effrayés même, lorsqu'on quitte la spéculation intellectuelle et qu'on leur propose la construction d'une société sans autorité, sans hiérarchie, sans classe dirigeante, telle qu'enfin ils l'ont parfois envisagée dans un instant

de romantisme. Pourquoi cette impossibilité à traduire dans la réalité des aspirations latentes que chacun d'entre nous, au moins l'espace d'un instant, ressent avec intensité pour de multiples raisons, et le mouvement libertaire ne sortira pas de l'impasse où il est engagé depuis la fin de la Première Guerre mondiale en refusant de les regarder en face.

La première raison qui fait reculer l'homme devant un bouleversement profond et définitif de sa manière d'être, vient de sa nature propre !

L'homme n'est ni bon ni mauvais, il est. Un instinct puissant qui est un des mystères de la création lui impose de continuer d'être, dans n'importe quelle condition où il se trouve placé et il joint à cet instinct la faculté de se transformer pour continuer. Ces deux qualités assurent sa survie et lui permettent d'apporter à son environnement toutes les modifications susceptibles de l'assurer. Mais c'est également sa faiblesse, car elles le rendent dépendant des modifications, qu'il a apporté à sa condition. Depuis des millénaires, il modifie le milieu dans lequel la nature l'a inscrit, puis successivement les milieux qu'il a lui-même créés ! Il est finalement prisonnier intellectuellement de cette longue construction venue de la nuit des temps, même si parfois, dans un éclair de raison, il lui arrive de penser qu'il aurait pu faire autre chose, autrement, et que l'envie lui vient d'effacer ce mauvais devoir et de recommencer sur des bases plus saines ! Velléités qui ne durent guère, car dès l'enfance, avant même qu'il comprenne pourquoi il est là, il est imprégné à un tel point par son environnement économique, politique, intellectuel, que l'idée plus tard de s'en évader lui paraît comme un déracinement, une aventure qui lui donnera le vertige, en tous cas une nouvelle création de l'humanité, création incongrue, qui ouvre la porte sur l'inconcevable et par conséquent sur le mystère et le vide qu'il redoute. (...)

Certainement que sur le plan de la religion comme sur le plan social, il rêve parfois d'autre chose, mais il refuse, parce qu'il ne croit pas que ce soit possible, de tout recommencer de peur de perdre la sécurité que lui assure le milieu où il se meut depuis son enfance. Et si l'humanisme anarchiste fait partie de ces enchantements que l'idéalisme lui accorde comme lots de consolation à l'inextricable cohorte des us et coutumes, lois et règlements qui le courbent sous le joug, il repousse les « paradis », tous les « paradis », ceux que lui promet le curé de sa paroisse ou ceux qu'évoque le secrétaire du groupe anarchiste de sa commune. Il est ainsi, l'homme. Non pas comme on voudrait qu'il soit ou comme il désirerait être lui-même. Il est comme je viens de le décrire, mais tel qu'il est, il est le seul matériau, l'unique matériau permettant de modifier le cours que suit l'histoire depuis des millénaires. Il faut le prendre tel qu'il est et non tel que nous le peint, dans des moments d'exaltation, le curé de sa paroisse ou le secrétaire de son groupe anarchiste. Il est comme ça à tout âge, même dans sa jeunesse lorsque celle-ci le pousse en avant, pour un instant radieux qui alimentera ses réflexions lorsqu'il sera rentré dans le rang.

Et c'est justement cet homme moyen, réfléchi, prudent à s'engager qui hoche la tête, approbateur, lorsqu'on parle à son cœur du merveilleux avenir que l'anarchie promet à l'humanité, qu'il

faut convaincre que la production, la distribution, les échanges peuvent s'effectuer sans autorité, sans hiérarchie, simplement harmonisés par le contrat fédératif. Et ça, c'est une autre histoire ! Si l'idéalisme qui traîne un peu partout depuis des millénaires lui est familier, il n'a pas connu d'autres organisations que celle qui est basée sur la différence entre les hommes, entre les castes, entre les classes. Il n'a pas connu de société anarchiste, mieux, toutes les propagandes lui ont décrit avec horreur, avec mépris et plus souvent encore avec ironie, la catastrophe que serait pour lui une société sans Etat. Il faut alors convaincre l'homme que ce qui ne lui est pas familier n'est pas désordre, mais un ordre différent, possible, souhaitable, dont la réussite dépend de lui. Convaincre monsieur tout-le-monde, et non pas l'anarchiste d'en face avec lequel on n'est pas d'accord sur le sexe des anges. Convaincre l'homme quelconque, celui qui constitue la masse dont nos petits gauchistes aiment tant se gargariser et non pas l'étudiant qui jette sa gourme avant d'aller remplacer papa dans son entreprise en province.

Et c'est à partir de ce qu'il est et non pas à partir de ce qu'on voudrait qu'il fût que le dialogue peut s'engager. Bien sûr, cet homme-là, à priori, ne semble pas conditionné pour bouleverser radicalement les valeurs sur lesquelles il a vécu. Les partis de gauche le savent bien, et c'est pourquoi lorsqu'ils s'adressent à lui, ils trichent et s'efforcent de rester collés aux mythes religieux, patriotiques, bourgeois qui sont accrochés à sa peau depuis sa naissance. Oui, c'est cet homme-là que nous, anarchistes, nous devons convaincre, amener à nous, à l'anarchie, sans abandonner aucun des principes sur lesquels notre philosophie est construite. Ce n'est pas facile ! On ne le pourra que si on le connaît, le comprend, le rassure. Si on se rend crédible ! Et pour cela, il faut dépasser une propagande basée sur des slogans à la mode, inventés le plus souvent par une jeunesse dorée qui joue au révolutionnaire, dépasser une propagande destinée à une jeunesse enthousiaste, mais versatile ! Les anarchistes peuvent-ils atteindre l'homme moyen qui fut dans l'histoire et sera dans l'avenir le pivot de toutes les révolutions ?

C'est possible, mais ce n'est pas évident. De toute manière, ils ne le pourront qu'à la suite d'une approche sérieuse des réalités économiques et de leurs incidences sur le comportement de l'homme, et seule une organisation conséquente de leurs réflexions et de leurs travaux peut le permettre !

La seconde des raisons qui empêchent l'anarchisme d'être crédible, c'est le comportement des anarchistes eux-mêmes ! Depuis que Proudhon releva le terme pour le jeter à la figure d'une bourgeoisie à qui Guizot, dans un discours célèbre, venait de conseiller de s'enrichir, celle-ci a toujours eu peur de l'anarchie ! Seule l'anarchie détruirait les deux éléments fondamentaux de sa condition privilégiée, la propriété et l'autorité. Avec les autres écoles du socialisme, elle pourrait « s'arranger », comme ses pères s'étaient arrangés des turbulences et des outrances de la Révolution de 1789, et effectivement, la bourgeoisie destinée à disparaître dans la tourmente révolutionnaire, se continuera à travers tous les essais de socialisme ! Avec l'anarchie, son rétablissement spectaculaire est douteux, car ce sont les deux leviers de sa puissance, la propriété et l'autorité, qui lui sont

arrachés des mains. Elle le comprendra très vite, et tous ses efforts tendront à discréditer les anarchistes, à commencer par l'« affreux Proudhon » ! Elle le fera à partir d'une connaissance de l'homme et des choses, qu'une histoire politique, économique et sociale lui a enseigné et qui consiste à diviser pour régner. Cette tâche, avec des objectifs bien différents d'ailleurs, fut confiée aux intellectuels pour ce qui est de la morale, de l'idéologie, en un mot du spectacle culturel que les sociétés se donnent et au bras séculier pour ce qui relevait des structures de l'organisation anarchiste destinée à répandre la pensée libertaire dans le peuple. La bourgeoisie tendit un double piège aux anarchistes, et ceux-ci y sont tombés ! Ce piège, ce fut le paroxysme !

La pensée anarchiste résonnait dans le cœur des hommes, elle rejoignait tous les grands idéaux qui avaient bercé les esprits les plus remarquables de l'humanité ! Il ne s'agissait pas de la nier ! Il s'agissait de l'exalter, de la faire sortir du réel, de l'accrocher à la lyre du poète, de la faire échapper aux réalités pratiques, de la placer sur un nuage rose, dans l'Olympe, auprès des dieux multiples, inventés par les hommes, en un mot, de la pousser au paroxysme, afin de la rejeter parmi les métaphysiques de consolation. (...)

Ce paroxysme auquel les anarchistes sont trop enclins à se laisser entraîner, on le retrouvera dans la vie sociale, pas seulement sous sa forme spirituelle, mais sous celle de l'exaltation de la violence gratuite, spectaculaire et de l'exhibitionnisme provocateur tout aussi gratuit. Et la bourgeoisie, dans sa presse, dans ses spectacles, dans sa littérature popularisera toutes ces manifestations susceptibles d'effrayer les populations. Elle leur donnera le label de l'anarchie dans son expression théorique. Ravachol, Libertad, Bonnot, les anarchistes espagnols brûlant les fidèles dans leurs églises, voilà l'image qu'elle s'efforcera d'imprimer dans l'esprit des hommes. Et elle y parviendra ! Il existe chez le rebelle, le corsaire, l'insoumis, l'en-dehors, comme aurait dit Armand, une sombre complaisance de sa condition en marge, une volupté à se mirer dans l'image qu'on donne de lui, un orgueil morbide à être rejeté de tous ! La société poussera l'anarchiste vers ce paroxysme et lorsque celui-ci tombera dans le piège, le fossé s'agrandira entre lui et le peuple jusqu'à ne plus jamais être comblé ! Il sera victime de la provocation et deviendra provocateur lui-même. Et c'est sur cette frange du mouvement libertaire poussé au paroxysme par une étrange complicité entre l'autorité et un certain anarchisme que le peuple jugera la proposition que nous lui faisons. Aujourd'hui encore, Bonnot et les bandits tragiques, restent une référence pour le peuple, alors qu'il ignore le travail considérable de militants, dégoûtés du terrorisme gratuit, qui rejoindront l'organisation syndicale et créeront l'anarcho-syndicalisme. Par la suite, nous connaîtrons l'engouement de certains milieux libertaires pour les provocateurs, les hippies, les toxicomanes et j'en passe, où l'exhibitionnisme se substituera à la violence, mais qui aboutiront au même résultat, couper le mouvement libertaire du peuple, lui inspirer de la crainte, du mépris, rompre toute possibilité de dialogue fructueux. Et cette image bâtarde, créée par une minorité anarchiste dévoyée, aura pénétré à ce point dans les esprits, que l'action de militants

anarchistes réfléchis sera regardée avec étonnement, voire incrédule. « Mais non voyons, l'anarchisme ce n'est pas ça, l'anarchisme, c'est la bombe ! » La presse, le livre, les médias, le théâtre, le cinéma, la bourgeoisie pétuse et merdeuse exigeront de l'image qu'on donne de l'anarchie, le paroxysme ! Naturellement, pas dans la vie quotidienne... pas à leurs dépens... même s'ils qualifient d'archaïques tous les événements de la vie courante qui les dérangent, mais dans le récit, dans la narration de l'événement tragique, lointain, que pourront ils recevoir sans plus d'émotion qu'un western au cinéma du quartier. Et des anarchistes, pas tous heureusement, se complairont dans cette image ridicule, parfois odieuse, qu'on donne d'eux. Ils en remettront !

Se rendent-ils compte que ce paroxysme qui provoque admiration béate ou terreur élargira le fossé qui se creuse entre eux et les travailleurs. Cette attitude est parfois celle de jeunes qui se font du cinéma et qui souvent disparaîtront lorsque l'instant sera arrivé d'un combat réfléchi, mais on ne peut pas nier qu'une telle attitude dépasse ce cadre pour atteindre d'autres classes d'âge, parmi des hommes qui ont perdu toute volonté de lutte, toute foi en la révolution, et se défoulent par une allure et des propos qui rejettent les meilleures bonnes volontés. Naturellement, si l'anarchie est devenue synonyme de violence, de désordre, de terreur, il faut y voir d'abord une volonté de la bourgeoisie de la détruire, mais il n'est pas contestable que la démarche de certains anarchistes, poussés consciemment ou pas à un paroxysme gratuit, l'a puissamment aidé dans ce travail de démolition du contenu réel de la philosophie libertaire. (...)

Bien sûr, ce paroxysme de la violence spiritualité comme de la violence n'est pas le fait de tous, mais d'une minorité d'anarchistes, souvent poussés par leur tempérament que rien ne freîne, mais ce sont eux qui fournissent la matière à la bourgeoisie, et... aux autres, à déconsidérer le mouvement libertaire parmi les populations. Qu'on m'entende bien. Ce ne sont pas les beautés de l'idéal anarchiste qu'il faut cacher aux yeux des foules, ce n'est pas non plus le combat révolutionnaire inéluctable qu'il faut taire, mais ce paroxysme qui, en dehors du contexte économique, politique et social et culturel, conduit l'idéal anarchiste vers une spiritualité flottant dans les limbes et à une violence gratuite qui décime les groupes révolutionnaires, remplit les prisons et écarte les gens raisonnables pour qui l'anarchie semblait une solution possible.

Pour insérer notre projet de civilisation égalitaire dans un ensemble de propositions qui tiennent compte de l'homme, de ses besoins, de ses désirs, de ses peurs, mais de ses capacités également, pour répandre ces propositions dans le public de façon à rendre l'anarchie crédible aux yeux du plus grand nombre, il faut qu'il existe une organisation d'où l'autorité soit bannie, mais où l'indispensable coordination soit assurée par le fédéralisme libertaire qui est une limite que le contrat impose à un individualisme tapageur et infructueux. (...)

Maurice JOYEUX

La fin de cet article est parue dans le « La Rue » n° 27 (revue périodique éditée par le groupe Louise Michel). En vente à Publico : 18 F.